

## Sommaire

- 3 Pour la réduction des GES et pour le projet d'Oléoduc Énergie Est ?
- 4 Forum social mondial, Montréal 2016  
Le monde chez nous  
Un espace éducation
- 6 Échos des regroupements  
Le regroupement cégep  
Le regroupement privé  
Le regroupement université
- 8 Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA)  
Étudiantes et étudiants en situation de handicap (EESH)
- 10 Le RREGOP et les dernières négociations dans le secteur public
- 11 Projet de loi n°75
- 12 Précarité et santé et sécurité : quelques enjeux et stratégies syndicales
- 14 Les nouvelles voies de la marchandisation

CARNETS est une publication de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ-CSN représente près de 34000 membres dans les cégeps, les établissements d'enseignement privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

FNEEQ-CSN  
1601, avenue De Lorimier, Montréal, (QC) H2K4M5  
Téléphone : 514 598-2241 - 1 877 312-2241  
fneeq.reception@csn.qc.ca - [www.fneeq.qc.ca](http://www.fneeq.qc.ca)



**Rédactrice en chef :** Caroline Senneville

**Coordination et rédaction :** Caroline Senneville

**Révision :** Ariane Bilodeau

**Collaborations :** Pierre Beaudet, Isabelle Bouchard, Nicole Lefebvre, Virginie L'Hérault, Sylvain Marois, Jean Murdock, Jean-Baptiste Plouhinec, Caroline Quesnel et les membres du comité école et société.

**Photos :** Clément Allard, Michèle Delsemme, France Désaulniers, Michel Giroux et Magalie Nazaire-Péloquin

**Conception :** Sylvie Patenaude

**Impression :** Accent Impression

**Tirage :** 3000 exemplaires

**Dépôt légal :** Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives du Canada.  
ISSN2291-3343.

**Notre forêt nous tient à cœur.**

Le 12 décembre dernier, à l'issue de la 21<sup>e</sup> conférence des parties (COP21) à la convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques, l'accord de Paris était adopté par 195 pays dans la liesse et les vivats. Trois jours plus tard, le gouvernement de Philippe Couillard se réjouissait de cette déclaration et évoquait l'étape cruciale que le monde venait de franchir en ciblant une réduction de 37,5%, sous le niveau de 1990, des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. Le premier ministre rappelait que le Québec visait haut pour notre qualité de vie et pour celle de nos enfants [www.faisonslepoureaux.gouv.qc.ca/](http://www.faisonslepoureaux.gouv.qc.ca/).

Mais, deux jours plus tard, un mandat était confié au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant le projet d'Oléoduc Énergie Est soutenu par Transcanada Corporation. Ce projet d'acheminement d'hydrocarbure vers le terminal maritime situé à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick vise principalement à transporter le pétrole issu des sables bitumineux de l'Athabasca en Alberta ou des schistes du Dakota du Nord. Qu'il s'agisse de l'extraction de ces sables ou de schiste en procédant par hydrofracturation, ces procédés ont fait les manchettes de la presse internationale et on ne compte plus les films, les photos ou les reportages illustrant l'impact dévastateur de ces méthodes sur l'environnement. À eux seuls, les sables albertains contribuent à 73% de l'augmentation des GES au Canada depuis 25 ans.

Au Québec, la première phase de consultation du BAPE a pris fin cette semaine et un rapport de la commission est attendu pour novembre prochain. Cependant, le Québec a choisi un levier intéressant, en acceptant que ce projet d'oléoduc soit un projet de consultation générique, c'est-à-dire que les autorités le jugent conflictuel dans la société. En effet, sans même faire état des problèmes de destruction de milieux humides, de santé pour les populations ou des risques de contamination à la suite de probables déversements de pétrole, il semble exister une dissonance cognitive entre les réductions importantes des GES visées par l'accord de Paris et le fait que le Québec puisse considérer opportun d'appuyer un projet de développement d'oléoduc qui contribuerait à encourager encore plus le recours à cette extraction, particulièrement polluante, de pétrole. À l'heure où chacun réalise la nécessité de basculer vers une économie détachée des énergies fossiles, l'appui du Québec à ce projet d'oléoduc est simplement inconcevable. ■